

Fort de son expérience, le Maroc se mobilise pour le développement des énergies renouvelables en Afrique (Mme Benkhadra)

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 22-04-2011 20:48:42

Fort d'une expérience reconnue à l'échelle internationale, le Maroc se mobilise pour améliorer l'accès des pays africains aux sources de l'énergie, notamment renouvelable, a affirmé, jeudi à Paris, Mme Amina Benkhadra, ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement.

Prenant part à la Conférence ministérielle sur l'Initiative Climat Paris-Nairobi pour l'accès aux énergies propres en Afrique et dans les pays les plus vulnérables aux changements climatiques, Mme Benkhadra a souligné le soutien du Maroc à cette initiative dans la perspective de "rendre les énergies accessible à tous, notamment les plus démunis qui sont près de 1,4 milliard d'habitants, dont une grande partie en Afrique".

Cette réunion, qui fait suite à la Conférence de Cancun 2010, est organisée conjointement par la France et le Kenya dans le cadre de la préparation de la Conférence de Durban sur le changement climatique, prévue à la fin de l'année en Afrique du Sud.

"Le Maroc y participe parce qu'il a une expérience riche à partager en la matière", a déclaré à la MAP la ministre en se félicitant "des échos extrêmement positifs" qu'a eu droit le Programme d'Electrification Rurale Global du Maroc (PERG) qu'elle a présenté à cette occasion.

Elle explique le succès de ce programme, lancé en 1996, par une vision traduite sous forme de projets concrets, à la faveur de la mobilisation de tous les acteurs et l'encouragement de partenariats pour le financement et la responsabilité.

"Les participants ont pu constater les avancées considérables qu'a fait le Maroc, en passant d'un taux d'électrification de 18 pc en 1995 à près de 98 pc en 2010", a-t-elle dit.

D'ailleurs, beaucoup de ministres ou de représentants d'organisations participant à cette rencontre ont exprimé le souhait de permettre à leur pays de bénéficier davantage du "modèle" marocain, "au-delà de ce qui a été réalisé au Sénégal ou au Kenya", a indiqué la ministre.

En marge de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Maroc à Paris, M. El Mostafa Sahel, la ministre a eu notamment des entretiens avec le Premier ministre Kenyan, Raila Odinga dont le pays veut développer encore plus sa coopération avec le Maroc en matière d'électrification rurale, et le ministre guinéen en charge de l'énergie, El Hadj Papa Koly Kourouma qui a exprimé, de son côté, la volonté de son pays de l'expérience marocaine dans le domaine de l'eau (distribution, renforcement des compétences).

D'autres contacts bilatéraux ont eu lieu avec les ministres en charge de l'énergie ou des finances du Gabon, du Congo, du Togo, du Sénégal et de Gambie, dans la perspective du renforcement de la

coopération avec ces pays dans le domaine des énergies renouvelables.

"Le Maroc a une expérience et se mobilise pour défendre le recours de plus en plus nécessaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique", a assuré Mme Benkhadra.

"Nous l'avons annoncé dans notre stratégie, conformément aux hautes orientations royales et aujourd'hui, nous l'inscrivons dans les réalisations à travers des projets concrets dans le solaire, l'éolien mais aussi dans les différents programmes de l'efficacité énergétique, comme ceux de la généralisation des lampes basse consommation", a-t-elle dit.

La ministre a tenu à souligner toutefois que le développement des énergies renouvelables nécessite également une coopération internationale et un engagement des pays développés "beaucoup plus fort", pour permettre de "mobiliser les financements, de couvrir les différentiels de prix qui existent encore dans le solaire et pour soutenir ces programmes dans les différentes régions, dont les pays en développement".

Mme Benkhadra a eu dans ce sens des entretiens avec le directeur général l'agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), M. Adnan Z. Amin, le ministre français de l'industrie et de l'énergie, M. Eric Besson, et la ministre en charge de l'écologie et du développement durable, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet.

Les entretiens avec les ministres français ont été consacrés à l'examen de feuilles de route, notamment en matière des énergies renouvelables et de concrétisation de la directive européenne relative à l'export d'énergie verte des pays d'Afrique du Nord, notamment le Maroc, vers l'Europe.

"A la veille de la Conférence sur l'initiative Paris-Nairobi, nous avons tenu la première réunion avec l'appui de la partie française et les bureaux d'études qui vont nous accompagner pour définir le contenu technique et juridique de cet article", a précisé la ministre.

Cette réunion, a-t-elle dit, a permis d'examiner "ce qui est nécessaire à faire dans le cadre du développement durable, surtout en prévision de la réunion de Durban pour qu'elle puisse aboutir à des résultats concertés".

Une soixantaine de pays et d'organisations, institutions financières internationales, entreprises, ONG et acteurs privés, ont pris part à la Conférence ministérielle sur l'Initiative Climat Paris-Nairobi, coprésidée par la ministre française de l'écologie et le Premier ministre kenyan, pour discuter de la mise en oeuvre de l'accord de Cancun en matière de transferts de technologies, et d'organiser concrètement la mobilisation internationale dans ce domaine.

Outre Mme Benkhadra, la délégation marocaine est composée de MM. Abderrahim El hafidi, directeur de l'électricité et des énergies renouvelables au ministère, et Taoufiq Adyel, conseiller MAPF